



Élections

Des non-inscrits et des inscrits dans une autre

Dans *Insee Première* n° 1986 de mars 2024, Chantal Brutel (Insee) produit une étude sur les électeurs français inscrits en 2022 dans une autre commune que celle de leur résidence principale ⁽¹⁾. Ainsi, au 1^{er} janvier 2022, environ 49,9 millions de Français de 18 ans ou plus résident en France (hors Mayotte). Parmi eux, 2,9 millions (5,8 %) ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Et parmi les 47 millions (94,2 %) qui sont inscrits, 39,3 millions le sont dans la commune de leur résidence principale (83,5 %) et 7,7 millions le sont dans une autre commune (16,5 %).

Cette situation n'est pas totalement anormale. Tout d'abord, 2,0 millions de jeunes de moins de 26 ans sont inscrits dans la commune de leurs parents. En outre, 535 000 personnes de 26 ans ou plus résident en « collectivité » (par exemple, en maison de retraite, dans une caserne...) et sont inscrites dans une autre commune que celle de leur établissement.

Par ailleurs, 16 000 personnes vivant dans une habitation mobile ou sans abri sont inscrites sur les listes électorales d'une commune qui n'est pas celle où elles ont été recensées. Il y a aussi les personnes, dont 1,0 million ayant 26 ans ou plus, qui ont déménagé récemment et qui ne sont pas encore réinscrites dans leur nouvelle commune (par exemple, par manque de temps ou par oubli). Enfin, sans qu'il soit possible de le quantifier dans cette étude, des électeurs peuvent être inscrits dans une autre commune où ils paient des impôts, notamment parce qu'ils y ont une résidence secondaire.



Élection présidentielle 2022 : 16,5 % des électeurs inscrits l'étaient dans une autre commune que celle de leur résidence principale

Insee Première n° 1986 - Mars 2024

En 2022, 49,9 millions de Français de 18 ans ou plus résident en France hors Mayotte. 2,9 millions ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Parmi les 47 millions inscrits, 39,3 millions le sont dans la commune de leur résidence principale et 7,7 millions le sont dans une autre commune.

En 2022, 17 millions de personnes, soit 16,5 % des Français de 18 ans ou plus inscrits sur les listes électorales pour la présidentielle, résident dans une commune différente de celle de leur résidence principale. La Carte Interactive ci-dessous illustre la répartition géographique de ces personnes.

Chez les 16,5 millions de Français de 18 ans ou plus inscrits dans la commune de leur domicile, les trois quarts des Français majeurs vivent en commune d'habitat fixe (maison, logement, etc.). Les deux autres quart vivent dans la commune de leur lieu de vie. Cette situation est également illustrée par la Carte Interactive ci-dessous qui illustre la répartition géographique des Français ayant changé de commune de résidence en 2022 dans la commune de leur résidence principale.

La moitié des électeurs qui résident dans leur commune de résidence principale habitent à moins de 27 kilomètres de leur bureau de vote. Particulièrement, 10 communes de leur lieu de vote ont plus de 100 communes à plus de 100 kilomètres de leur lieu de vote, situé par exemple dans la commune d'une résidence secondaire.

1. Répartition des Français de 18 ans ou plus selon leur situation sur les listes électorales en 2022

Situation électorale	En millions	En %
Inscrits	47,0	94,2
Non inscrits	2,9	5,8
Non inscrits dans la commune de leur résidence principale	2,0	4,0
Inscrits dans la commune de leur résidence principale	39,3	83,5
Inscrits dans une autre commune	7,7	16,5

En 2022, 49,9 millions de Français de 18 ans ou plus résident en France hors Mayotte. 2,9 millions ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Parmi les 47 millions inscrits, 39,3 millions le sont dans la commune de leur résidence principale et 7,7 millions le sont dans une autre commune.

En 2022, 17 millions de personnes, soit 16,5 % des Français de 18 ans ou plus inscrits sur les listes électorales pour la présidentielle, résident dans une commune différente de celle de leur résidence principale. La Carte Interactive ci-dessous illustre la répartition géographique de ces personnes.

Chez les 16,5 millions de Français de 18 ans ou plus inscrits dans la commune de leur domicile, les trois quarts des Français majeurs vivent en commune d'habitat fixe (maison, logement, etc.). Les deux autres quart vivent dans la commune de leur lieu de vie. Cette situation est également illustrée par la Carte Interactive ci-dessous qui illustre la répartition géographique des Français ayant changé de commune de résidence en 2022 dans la commune de leur résidence principale.

La moitié des électeurs qui résident dans leur commune de résidence principale habitent à moins de 27 kilomètres de leur bureau de vote. Particulièrement, 10 communes de leur lieu de vote ont plus de 100 communes à plus de 100 kilomètres de leur lieu de vote, situé par exemple dans la commune d'une résidence secondaire.

En effet, les élections ont lieu pendant de longues heures et il est possible de rencontrer des difficultés d'accès à la commune de leur domicile principal. Par ailleurs, les 16,5 millions de Français qui ont changé de commune de résidence en 2022 ont peut-être été oubliés sur les listes électorales de leur commune de résidence principale. En outre, les personnes qui ont déménagé dans une commune de leur résidence principale ont peut-être été oubliés sur les listes électorales de leur commune de résidence principale.

En outre, les personnes qui ont déménagé dans une commune de leur résidence principale ont peut-être été oubliés sur les listes électorales de leur commune de résidence principale. En outre, les personnes qui ont déménagé dans une commune de leur résidence principale ont peut-être été oubliés sur les listes électorales de leur commune de résidence principale.



Économie

Pays de la Loire : 28 % des entreprises créées par des femmes

En 2018, dans les Pays de la Loire, se sont créées quelque 15 000 sociétés ou entreprises individuelles, dites « entreprises classiques » (par opposition aux micro-entreprises). Au premier semestre 2018, dans la région comme dans l'hexagone, les femmes sont à l'origine de seulement 28 % des entreprises classiques. Pour Perrine Bauer et Laurent Féféu (Insee), faire progresser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes reste un enjeu pour les pouvoirs publics ⁽²⁾...

Dans leur étude, les deux auteurs analysent les caractéristiques des femmes créatrices d'une entreprise classique en 2018 par rapport aux hommes. Ainsi, dans les Pays de la Loire, les

(1) – « Élection présidentielle 2022 : 16,5 % des électeurs inscrits l'étaient dans une autre commune que celle de leur résidence principale ».
 (2) – « Plus diplômées et plus jeunes, les femmes peinent à prendre leur place dans l'entrepreneuriat », *Insee Analyses Pays de la Loire* n° 123 de mars 2024.

femmes sont plus souvent diplômées du supérieur (70 %, contre 53 %) et elles sont plus jeunes (18 % ont moins de 30 ans, contre 14 % ; 17 % ont plus de 50 ans, contre 20 %).

L'objectif principal des femmes créatrices d'une entreprise classique est d'assurer son propre emploi (72 %, contre 58 %), « essentiellement par volonté d'être indépendante ou par goût d'entreprendre ».

Dans les Pays de la Loire, les femmes créatrices optent majoritairement pour le régime de société (58 %, mais le taux pour les hommes est de 82 %) ; elles sont 42 % à préférer la création d'une entreprise individuelle (contre 17 % pour les hommes). Pour autant, la forme sociétaire progresse nettement (+ 8 points par rapport à 2010) : selon Perrine Bauer et Laurent Féfeu, c'est « un facteur qui contribue à renforcer la pérennité des entreprises créées par les femmes ».

L'étude porte également sur les secteurs d'activité privilégiés par les femmes créatrices dans les Pays de la Loire (en tout premier lieu, le secteur de la santé humaine et sociale, puis les activités spécialisées, scientifiques et techniques), ainsi que sur la pérennité à trois ans par secteur d'activité (dans le secteur de la santé humaine et sociale, 97 % des entreprises sont toujours en activité trois ans après leur création).

Plus diplômées et plus jeunes, les femmes peinent à prendre leur place dans l'entrepreneuriat

Insee Analyses Pays de la Loire n° 123 • Mars 2024

Malgré la dynamique de l'entrepreneuriat, les femmes représentent toujours, en 2010 comme en 2018, 28 % des créations d'entreprises dans la Région Pays de la Loire. Les créatrices sont plus jeunes que les créateurs et ont une moindre expérience entrepreneuriale. Elles paraissent moins armées que les fondateurs précédents : plus souvent salariées avant de lancer leur projet, plus diplômées et plus souvent cadres. Les ligères créent des projets avec des apports moindres en capitaux, par rapport à leurs homologues masculins, mais tout aussi pérennes. Près de la moitié des créatrices débute dans la santé et les activités techniques et spécialisées. Les femmes financent davantage que les hommes, notamment dans les méthodes de commercialisation et communication. La moitié des créatrices reçoit des aides ou subventions publiques.

En 2018, dans les Pays de la Loire, 30 700 entreprises sont créées dans le secteur marchand non agricole, réparties pour moitié entre le régime de l'entreprise individuelle et les sociétés ou entreprises individuelles (des « entreprises classiques »). L'entrepreneuriat progresse fortement dans la région. En 2017-2018, le nombre d'entreprises créées augmente de 4 % en moyenne annuelle. La tendance s'accroît de 2018 à 2022 avec une hausse annuelle de 1 %, portée par l'augmentation du nombre de sociétés ou entreprises individuelles. Seules les entreprises classiques sont en recul. Dans le cadre de cette étude mais des résultats clés, sur les créations de sociétés ou entreprises individuelles, nous présentons deux tableaux. Au 1^{er} semestre 2018, 28 % des entreprises classiques sont créées par les femmes dans la Région, contre 24 % auparavant, alors qu'elle occupait la moitié des emplois. Ces proportions sont stables depuis 2010. Sans programme légal ni professionnelle, entre les femmes et les hommes, aide au développement de toutes les compétences et favoriser toutes les formes d'innovation sont les enjeux pour les pouvoirs publics.

► 1. Profil des créatrices et des créateurs d'entreprises

Partenaire avec :

Emploi

Taux d'emploi en France le plus élevé depuis 1975

Dans *Insee Première* n° 1987 de mars 2024 ⁽³⁾, Émilie Pénicaud (Insee) exploite l'enquête Emploi qui est la seule source permettant de mesurer le chômage et l'activité au sens du Bureau international du travail (BIT). Sur l'année 2023, en moyenne, parmi les 15 à 64 ans vivant en France (hors Mayotte), 68,4 % sont en emploi. Le taux d'emploi augmente de + 0,3 point sur l'année (+ 1,2 point en 2021 et + 0,9 point en 2022). Il progresse plus modérément ; cependant, en 2023, il s'établit à son plus haut niveau depuis que l'Insee la mesure (1975)..

Grâce au développement de l'alternance, le taux d'emploi des 15 à 24 ans a connu une

forte hausse en 2021 (+ 3,5 points) et en 2022 (+ 2,4 points). On observe un ralentissement en 2023 (+ 0,3 point). Le taux d'emploi est ainsi pour eux de 35,2 % en 2023 et c'est le plus haut niveau depuis 1990.

Pour les 24 à 49 ans, le taux d'emploi s'élève à 82,6 % et c'est son plus haut niveau depuis 2008. La hausse du taux d'emploi des 50 à 64 ans se poursuit en 2023 (+ 0,9 point). Il s'établit à 66,9 % (plus haut niveau depuis 1975).

Pour l'ensemble des 15 à 64 ans, le taux d'emploi augmente un peu plus pour les femmes (+ 0,4 point en 2023) que pour les hommes (+ 0,2 point).

UNE PHOTOGRAPHIE DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN 2023

L'emploi augmente modérément, le chômage se stabilise après sept années de baisse

Insee Première n° 1987 • Mars 2024

En 2023, 68,4 % des personnes âgées de 15 à 64 ans ont un emploi au sens du Bureau International du Travail (BIT). Ce taux d'emploi augmente de 0,3 point en moyenne sur l'année et atteint son plus haut niveau depuis l'Insee le mesure (1975). Le taux d'emploi des jeunes stagne légèrement après deux années de forte hausse, tandis que celui des seniors continue d'améliorer son rythme régulier. Le point de perspective en emploi à durée limitée (EDL), traduit le fait de 0,4 point sur l'année et s'élève à 8,4 % au premier trimestre 2023.

La pratique du télétravail, entrée dans les habitudes des salariés depuis la pandémie, concerne 10,8 % des salariés. En moyenne, les télétravailleurs y consacrent 10,8 heures par semaine. Le télétravail est plus répandu chez les cadres et les professions libérales que chez les autres catégories de professions. En 2023, le point de perspective en emploi à temps partiel (ETP) se stabilise après une baisse continue de sept ans. En moyenne, le sous-emploi continue de baisser et s'établit à 4,4 % des personnes en emploi. Il reste aussi son niveau d'habituel.

Après sept années consécutives de baisse, le taux de chômage se stabilise à 31,6 % au premier trimestre 2023. Il atteint son plus haut niveau de chômage depuis 1990. Le point de vue sur le chômage s'équilibre à 0,2 point sur l'année, retrouvant son niveau de 2021 (0,6 % point sur l'année).

En moyenne sur l'année 2023, les personnes âgées de 15 à 24 ans ont un emploi au sens du BIT. Ce taux d'emploi augmente de 0,3 point en moyenne sur l'année et atteint son plus haut niveau depuis l'Insee le mesure (1975). Le taux d'emploi des jeunes stagne légèrement après deux années de forte hausse, tandis que celui des seniors continue d'améliorer son rythme régulier. Le point de perspective en emploi à durée limitée (EDL), traduit le fait de 0,4 point sur l'année et s'élève à 8,4 % au premier trimestre 2023.

Après sept années consécutives de baisse, le taux de chômage se stabilise à 31,6 % au premier trimestre 2023. Il atteint son plus haut niveau de chômage depuis 1990. Le point de vue sur le chômage s'équilibre à 0,2 point sur l'année, retrouvant son niveau de 2021 (0,6 % point sur l'année).

► 1. Taux d'emploi par âge depuis 1975

Partenaire avec :

La pensée hebdomadaire

« La relative bonne tenue de la natalité française a longtemps encouragé une posture de déni, marquée par le double refus tant de l'allongement de la vie active que de l'immigration. Or, pour préserver nos équilibres et échapper à une spirale de l'appauvrissement, nous devons nous rendre à l'évidence que la seule option est, pour la France, de s'inspirer des politiques des grands pays comparables au nôtre, en étendant la durée d'activité et en renouant avec sa vocation de pays d'accueil. »

Pierre Buhler, ancien diplomate, chargé d'enseignement à Sciences Po et au Collège d'Europe de Natolin, à Varsovie, « Le recours à l'immigration de travail est inéluctable », *Le Monde* du 8 juin 2023.

(3) – « Une photographie du marché du travail en 2023 – l'emploi augmente modérément, le chômage se stabilise après sept années de baisse ».

Le dimanche 17 mars, à Laval

Mémoire et culture des gens du voyage

Le dimanche 17 mars, de 15 h à 17 h 30, à la bibliothèque Albert-Legendre, place de Hercé, à Laval, dans le cadre des Semaines d'éducation contre les discriminations organisées par le collectif Unissons nos différences, l'Association mayennaise d'action auprès des gens du voyage (Amav 53), en partenariat avec la bibliothèque et la Maison de l'Europe, organise un événement autour de la mémoire et de la culture des gens du voyage.

- **Inauguration de l'exposition « Adieu roulottes et chevaux »**, prêtée par La Vigie, retraçant l'histoire de l'internement des gens du voyage en Mayenne de 1940 à 1942. L'exposition restera en place durant deux semaines.
- **« Lecture à quatre voix » (30 mn)** : recueil de témoignages de gens du voyage pour lutter contre les préjugés. Ces récits, recueillis par Georges Pacheco et Linda Zrek, sont présentés par quatre bénévoles. Ce sera l'occasion de découvrir les histoires, activités et défis quotidiens des voyageurs, témoignant ainsi de leur réalité actuelle.
- **Conférence musicale (90 mn)** : aux travers d'extraits choisis de chansons françaises (de Dalida aux Ogres de Barback, en passant par Ferré, Aznavour, Renaud, Mano Solo, le rap gitan...), Jean-Claude Rouméga analyse et déconstruit les représentations des gens du voyage véhiculées dans la chanson française. Cette conférence musicale, accompagnée d'un diaporama de photographies réalisé par Alain Benesty, vise à lutter contre les stéréotypes et à mieux connaître les réalités du monde des voyageurs : d'où viennent-ils ? L'évolution de leur statut, leur culture, leurs difficultés au quotidien...

Entrée libre et gratuite.

Toute la programmation des Semaines d'éducation : <https://collectif-und.fr/>



Le jeudi 21 mars, à Laval

Rencontre littéraire avec la Malgache Michèle Rakotoson

Le jeudi 21 mars, à 18 h, à la bibliothèque Albert-Legendre, place de Hercé, à Laval, « rencontre littéraire » avec Michèle Rakotoson, 75 ans, écrivaine, romancière, dramaturge et journaliste malgache.



Elle a quitté Madagascar en 1983 pour des raisons politiques et elle est arrivée à Paris où elle devient professeur de lettres malgaches, journaliste à la radio (RFI et France Culture) et à la télévision (RFO), et responsable des manifestations littéraires à Radio France internationale. Elle se consacre également à l'écriture de l'histoire de son pays. Elle est l'auteure d'une dizaine d'ouvrages.

En juin 2012, l'Académie française lui a remis la Grande médaille de la francophonie pour l'ensemble de son œuvre. En mai 2023, elle a obtenu le Prix Orange du livre en Afrique pour *Ambatomanga, le silence et la douleur*, où elle raconte l'aberration de la guerre coloniale à Madagascar.

Entrée libre et gratuite.

Le dimanche 24 mars, à Thuboeuf

Découverte d'une commune vallonnée, bordée par la Mayenne

Le dimanche 24 mars, à 15 h, le Pays d'art et d'histoire Coëvrons-Mayenne propose une découverte de la commune vallonnée de Thuboeuf, aux portes de la Normandie, bordée par la rivière la Mayenne. Son église, d'origine romane, possède des décors remarquables qui s'échelonnent de l'époque médiévale jusqu'au XX^e siècle – entre autres, un maître-autel de 1780 avec les statues des saints Martin et Julien, œuvre du sculpteur Lanoe, encadrant une grande toile de *L'Ascension* par Pissot. Pour le Pays d'art et d'histoire, il s'agit d'une « belle occasion de mettre en valeur le travail des chercheurs qui ont étudié cette commune dans le cadre de l'inventaire du patrimoine culturel de l'ancien canton de Lassay ».

Rendez-vous devant l'église de Thuboeuf. Tarifs : 5 euros en plein tarif ; 3,50 euros en tarif réduit et gratuit pour les moins de 18 ans et étudiants.